



NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE

N° 12-22

DECEMBRE 2022

SOMMAIRE

SYNTHÈSE.....	4
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	7
I.1. PAYS AVANCÉS.....	7
I.2. ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT	8
I.3. MARCHÉS DES PRODUITS EXPORTÉS ET DES CHANGES	9
II. CONJONCTURE NATIONALE	12
II.1. SECTEUR RÉEL.....	12
II.1.a. Secteur primaire.....	13
II.1.b. Secteur secondaire	14
II.1.c. Secteur tertiaire.....	17
II.1.d. Prix à la consommation.....	19
II.1.e. Prix dans la production industrielle.....	20
II.1.f. Emplois.....	21
II.2. FINANCES PUBLIQUES	21
II.2.a. Recettes totales et dons	22
II.2.b. Dépenses totales et prêts nets	22
II.2.c. Financement.....	23
II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR.....	23
II.3.a. Exportations.....	23
II.3.b. Importations	24
II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER.....	24
II.4.a. Situation monétaire	24
II.4.b. Marché boursier	25

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1: Taux de croissance (en %)	7
Graphique 2: Taux de croissance annuelle (en %) des économies avancées	7
Graphique 3: Taux de croissance annuelle (en %) des économies émergentes	8
Graphique 4: Évolution du cours du baril de pétrole brut en dollars us	9
Graphique 5 : Évolution du cours du baril de pétrole brut en dollars par tonne	9
Graphique 6 : Évolution de l'indice du cours de l'engrais	10
Graphique 7 : Indice de la production industrielle	15
Graphique 8 : Production et vente de produits pétroliers	16
Graphique 9 : Evolution de la consommation d'électricité	16
Graphique 10 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail	17
Graphique 11 : Evolution de la dynamique de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel	19
Graphique 12 : Evolution des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel.....	20
Graphique 13 : Evolution des prix de quelques services en glissement annuel.....	20
Graphique 14 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin octobre	23
Graphique 15 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties	24
Graphique 16 : Évolution des principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA	25

TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation	13
--	----

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BRVM 10	Indice des dix entreprises les plus performantes de la BVRM
BRVM Composite	Indice de l'ensemble des entreprises cotées à la BVRM
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût Assurance, Fret
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CDD	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CHPH	Conseil de l'Hévéa et du Palmier à Huile
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
CPM	Comité Politique Monétaire
FAB	Franco à bord
FMI	Fonds Monétaire International
ICA	Indice du Chiffre d'Affaires
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	Indice Harmonisé de la Production Industrielle
IPPI	Indice des Prix de la Production Industrielle
PND	Plan National de Développement
PS Gouv	Programme Social du Gouvernement
PIB	Produit Intérieur Brut
PPCA	Projet de Promotion de la Compétitivité de la Chaîne de valeur de
PUA. -HP	Projet d'Assistance d'Urgence au Secteur de l'Hévéa et du Palmier à Huile
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UE	Union Européenne
US	United States

SYNTHÈSE

Valeurs en FCFA, sauf indications contraires

L'économie mondiale freinée par une inflation persistante et des conditions financières strictes

L'activité économique mondiale reste marquée par la persistance d'une inflation galopante qui devrait atteindre 8,8% en 2022, après 4,7% en 2021 selon le FMI. Le resserrement des politiques monétaires des principales banques centrales pour la juguler accentue la crainte d'une récession au niveau mondial.

Le **marché des matières premières**, au mois de novembre 2022, enregistre une évolution contrastée des cours de la plupart des produits de base exportés ou importés par la Côte d'Ivoire. Les cours du pétrole brut (-2,2%), du blé (-3,5%), de l'engrais (-5,8%) et du caoutchouc (-1,4%) fléchissent. A l'inverse, ceux du cacao (+4,5%), du coton (+1,3%), de l'huile de palme (+6,4%), du riz (+2,1%) et de l'or (+3,6%) progressent.

Sur le **marché des changes**, en évolution mensuelle au mois de novembre 2022, l'euro s'apprécie face au dollar US (+3,8%), au yen (+0,3%), au rand sud-africain (+0,1%), au yuan renminbi (+3,5%) et au rouble (+4,4%). En revanche, la devise européenne se déprécie par rapport à la livre sterling (-0,2%).

Activité économique nationale résiliente

L'activité économique nationale continue d'être marquée par la persistance des pressions inflationnistes consécutive au conflit russo-ukrainien et à la pandémie de la Covid-19. Elle est également pénalisée par les difficultés d'approvisionnement en bétail et produits maraichers du fait de l'insécurité liée au terrorisme dans le sahel ainsi qu'une insuffisance de l'offre locale de produits vivriers.

Toutefois, la confiance des chefs d'entreprises se maintient quant à l'évolution favorable de la conjoncture économique avec un indicateur du climat des affaires calculé par la BCEAO se

situant à 102,0, bien au-dessus de sa tendance de longue période.

Aussi, en vue de contenir les effets de la persistance des pressions inflationnistes, le Gouvernement continue de renforcer les mesures de lutte contre la cherté de la vie.

Par ailleurs, 250,3 milliards ont été décaissés sur les neuf premiers mois de l'année 2022 dans le cadre de l'exécution du deuxième Programme Social du Gouvernement (PS Gouv 2), qui vise à garantir une amélioration des conditions de vie des populations. Outre l'intégration de 10 300 enseignants à la fonction publique, ce montant a permis de distribuer des kits d'accouchement et de césarienne à des femmes enceintes, de vacciner les enfants de 0 à 11 mois contre la rougeole et la rubéole, de réhabiliter des pompes à motricité humaine ainsi que l'extension de l'électrification à plusieurs localités dans la zone de fragilité du Nord du pays. Au dernier trimestre de l'année, les actions du PS-Gouv porteront notamment sur l'accélération de l'accès aux soins dans le cadre de la Couverture Maladie Universelle, l'entretien des pistes rurales, le programme Electricité Pour Tous et l'accès à l'eau potable.

Les réalisations sectorielles sur la période écoulée de 2022, comparées à celles de la même période de l'année 2021, sauf indication contraire, sont présentées ci-dessous.

Le **secteur primaire** est marqué par l'évolution mitigée de l'agriculture industrielle et d'exportation. En effet, les productions de noix de cajou, de café, de sucre et de caoutchouc continuent sur leur tendance haussière en lien avec l'entrée en production des plants améliorés, les bonnes pratiques agricoles ainsi que les mesures prises par le Gouvernement en faveur des filières agricoles. Cependant, les conditions climatiques défavorables et la faible disponibilité des intrants affectent la

production de coton graine, de fèves de cacao, de régime de palme et de banane dessert.

Le **secteur secondaire** enregistre au mois de septembre 2022, en rythme annuel, une baisse de 1,5% de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) et un accroissement de 24,1% de l'Indicateur Avancé du BTP (IABTP).

L'activité industrielle se replie aux mois de juillet (-2,4%) et de septembre 2022, après avoir connu une hausse sur le premier semestre 2022. Toutefois, en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année en cours, la progression de l'IHPI se situe à 7,4% en raison de l'accroissement de la production en volume des « industries extractives » (+11,3%), des « industries manufacturières » (+5,8%) et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+6,0%).

Au niveau du **BTP**, l'indicateur avancé enregistre une hausse de 21,2% en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année en cours. Le BTP bénéficie de l'exécution des chantiers d'infrastructures publiques notamment (i) la construction du quatrième pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon et du Plateau, (ii) la construction de la tour F de la cité administrative et (iii) le prolongement de l'autoroute du nord sur l'axe Yamoussoukro-Tiébissou-Bouaké.

Le **secteur tertiaire** enregistre une évolution globalement favorable au terme des dix premiers mois de l'année 2022, portée par le dynamisme de l'ensemble de ses composantes à l'exception du trafic ferroviaire qui se contracte.

Au mois d'octobre 2022, en rythme annuel, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail progresse de 9,7%. Dans la branche des télécommunications, tous les services connaissent une croissance soutenue, notamment le nombre de minutes d'appel qui bondit de 16,8%, au mois de septembre 2022. Le secteur du transport est marqué par les hausses du nombre de passagers dans le transport aérien (+21,2% en novembre 2022) et du trafic de marchandises par voie maritime (+6,9% en octobre 2022). Seul le trafic de

marchandises par voie ferroviaire se replie (-19,5% en octobre 2022).

La progression des **prix à la consommation**, en rythme annuel, s'est poursuivie au mois de novembre 2022, mais en décélération par rapport aux deux derniers mois. L'indice global retombe ainsi à 5,7% en relation avec le ralentissement combiné des prix des produits comestibles (+8,2% après +9,3% en octobre 2022) et de ceux des produits non comestibles (+4,5% après +4,6% en octobre 2022). En moyenne sur les onze premiers mois de l'année 2022, l'indice global des prix à la consommation croît de 5,2% en glissement annuel, sous l'impulsion d'une hausse conjointe des prix des produits comestibles (+8,8%) et de ceux des produits non comestibles (+3,4%).

S'agissant des prix de la production industrielle, l'accroissement, en glissement annuel, ressort à 9,5% au mois de septembre 2022, poursuivant sa décélération entamée en avril 2022, malgré un rebond à 14,4% enregistré au mois de juin 2022. En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année en cours, les prix moyens de la production industrielle croissent de 13,3%.

Dans le secteur de l'**emploi formel**, le nombre d'emplois nets créés au terme des dix premiers mois s'affiche à 61 273 en baisse de 14,2% par rapport à la période correspondante de 2021 qui avait enregistré 71 440 d'emplois nets créés.

La **situation des finances publiques** à fin octobre est caractérisée, en glissement annuel, par une hausse des recettes totales et dons (+168,2 milliards ; +3,3%) qui ressort à 5 194,8 milliards. Ce raffermissement est favorisé essentiellement par un accroissement des recettes fiscales y compris les recettes affectées et parafiscalité (+155,7 milliards) et des dons (+60,6 milliards). Parallèlement, les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 6 857,8 milliards, en progression de 13,6%, expliquée principalement par les augmentations des dépenses d'investissement (+ 19,7% ; +298,0 milliards), des dépenses de fonctionnement (20,3% ; +220,8 milliards) et des intérêts dus sur la dette publique (+24,8% ;

+160,2 milliards).

Il résulte de ces évolutions un déficit du solde budgétaire de 1 663,1 milliards, plus accentué que celui enregistré un an plus tôt de 1 008,4 milliards. Ce déficit a été financé par la levée de fonds sur les marchés monétaires et financiers, d'un montant de 3 300,2 milliards. Cette levée de fonds a également permis de régler les échéances du capital de la dette publique.

Les **échanges extérieurs** de marchandises hors biens exceptionnels sont marqués, à fin novembre 2022, par une dégradation du solde commercial qui affiche un déficit de 655,2 milliards contre un excédent de 690,7 milliards un an plus tôt. Cette situation provient d'une hausse en valeur des importations de 41,4%, en glissement annuel, largement supérieure à celle des exportations de 19,8%. Par ailleurs, les termes de l'échange se détériorent de 10,8% sous l'effet d'un accroissement des prix à l'export (+14,2%) plus faible que celui des prix à l'import (+28,1%).

Concernant la **situation monétaire**, la masse monétaire au sens large progresse de 8,7% à fin octobre 2022 en rythme annuel, plus faiblement qu'à fin août 2022 (+10,4%). Cette décélération est attribuable d'une part à l'accroissement de la dégradation des actifs nets (-17,6% à fin octobre 2022 après -11,0% à fin septembre 2022), et d'autre part au ralentissement de la progression des créances sur l'économie (+7,8% à fin octobre contre +13,2% à fin septembre 2022). Par contre, les encours des

créances nettes sur l'administration centrale (+38,5% à fin octobre contre +25,4% à fin septembre 2022) se raffermissent.

Sur le **marché boursier** au mois de novembre 2022, en rythme mensuel, les principaux indices maintiennent leur rythme baissier observé sur les trois mois précédents. Ainsi, l'indice BRVM 10 et l'indice BRVM Composite se contractent de 1,7% et 4,6% respectivement.

En définitive, l'activité économique nationale est marquée par la persistance des tensions inflationnistes qui restent toutefois limitées comparativement à l'inflation mondiale, grâce aux mesures prises par le Gouvernement et les autorités monétaires en vue de lutter contre la cherté de la vie.

Au terme des onze (11) premiers mois de l'année, l'activité économique reste dynamique tirée par la vigueur du secteur tertiaire en dépit du recul du secteur secondaire. Concernant, le secteur primaire, il connaît une évolution contrastée. Les échanges extérieurs, en commerce spécial hors biens exceptionnels enregistrent une dégradation du solde commercial hors biens exceptionnels, en lien avec la poursuite de la détérioration des termes de l'échange.

Dans l'ensemble, l'économie reste dynamique favorisée par la poursuite de l'exécution des projets d'infrastructures et des réformes prévus dans le PND 2021-2025 ainsi que d'un cadre macroéconomique solide.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

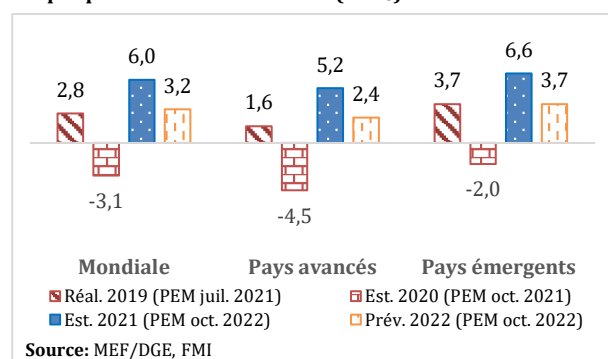
Les taux de croissance trimestriel sont issus de la base de données de l'OCDE, sauf indications contraires

L'économie mondiale freinée par une inflation persistante et des conditions financières strictes

Au niveau mondial, dans la dernière édition des perspectives de l'économie mondiale, publiée en octobre 2022, le FMI prévoit une croissance du PIB de 3,2% en 2022 contre une prévision en janvier 2022 de 4,4% et une réalisation de 6,0% en 2021. Cette évolution de l'activité économique montre des signes d'essoufflement de la croissance, freinée par une inflation persistante et des conditions financières de plus en plus strictes, dans un contexte de fortes incertitudes liées à la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, découlant en partie de la forte incidence de la Covid-19 dans les principaux pays asiatiques.

D'une manière générale, les perspectives de croissance se sont dégradées pour les principales économies avancées. En revanche, la reprise devrait se consolider en Asie émergente, soutenue par le rebond attendu de l'économie chinoise.

Graphique 1: Taux de croissance (en %)

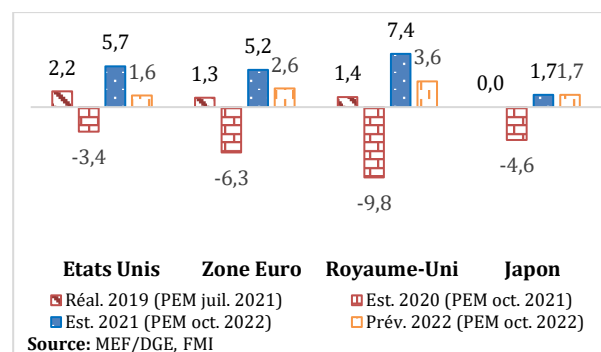


I.1. PAYS AVANCÉS

Au niveau des pays avancés, la prévision de croissance du PIB en 2022 devrait se situer à 2,4% principalement sous l'effet de

la faiblesse de l'économie américaine.

Graphique 2: Taux de croissance annuelle (en %) des économies avancées



Aux États-Unis, l'activité économique au troisième trimestre se redresse (+0,8% en variation trimestrielle), après des contractions de 0,4% et 0,1% respectivement au premier et au deuxième trimestre 2022. La dynamique de l'économie serait soutenue par la vigueur des dépenses des ménages et par le rebond de l'investissement des entreprises. Cependant, pour l'année 2022, il est prévu une faible progression du PIB (+1,6% contre +5,6% en 2021).

Au Royaume-Uni, l'activité a marqué le pas au troisième trimestre avec un recul de 0,3% du produit intérieur brut (PIB) contre une hausse de 0,1% au trimestre précédent. Le repli de la croissance britannique découle du ralentissement des secteurs de la production et de la construction. Sur l'ensemble de l'année 2022, le PIB devrait croître de 3,6% contre une hausse de 7,4% en 2021.

Au Japon, l'économie se contracte au troisième trimestre (-0,2% en variation trimestrielle, après +1,1% au premier trimestre). Cette évolution est en lien avec l'affaiblissement de la consommation privée, affectée par une résurgence des infections à la Covid-19 et par des pressions

croissantes sur les prix. Pour l'ensemble de l'année, le Produit intérieur brut devrait croître de 1,7% au même rythme qu'en 2021.

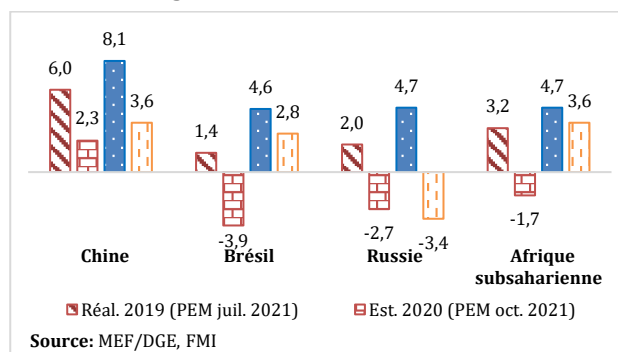
En zone euro, la croissance du PIB ralentit au troisième trimestre (+0,3% en variation trimestrielle contre +0,9% au deuxième trimestre) en lien avec le tassement des dépenses de consommation des ménages et le ralentissement de la demande extérieure sous l'effet de la baisse des exportations de services. Cependant, l'économie devrait mieux résister en 2022, avec une croissance de 3,1% contre 5,2% en 2021 grâce à la reprise du secteur des services, notamment du tourisme.

Pour l'ensemble de l'année, le Produit intérieur brut devrait croître de 1,7% au même rythme qu'en 2021.

I.2. ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Dans les **pays émergents et pays en développement**, le Produit Intérieur Brut devrait progresser de 3,7% en 2022, principalement en rapport avec le ralentissement de l'économie chinoise.

Graphique 3: Taux de croissance annuelle (en %) des économies émergentes



En Chine, la production augmente de 3,9% au troisième trimestre 2022, après une contraction de 2,7% au trimestre précédent en variation trimestrielle. L'activité économique bénéficie de la bonne tenue du secteur privé qui profite d'une reprise au

cours de ce trimestre. Elle tire également avantage de la relance de la production industrielle et de l'investissement. Cependant, pour l'année 2022, la croissance du PIB chinois devrait ralentir à 3,6% contre 8,1% en 2021 en lien avec une aggravation de la crise du secteur immobilier en Chine.

En Inde, l'activité se redresse au troisième trimestre (+0,8% en variation trimestrielle, après - 0,1% au premier trimestre). La consommation privée et l'investissement poursuivent leur redressement stimulé par les dépenses publiques. L'économie indienne devrait croître de 6,8% en 2022 après une expansion de 8,7% en 2021.

En Russie, le Produit Intérieur Brut se contracte en glissement annuel de 4% au troisième trimestre 2022 après une baisse de 4,1% au trimestre précédent, selon l'Institut de statistique russe ROSSTAT. L'économie russe est affectée par les effets des lourdes sanctions imposées par les pays occidentaux suite à l'intervention militaire du Kremlin en Ukraine. Au regard de la morosité de l'économie au cours des deux derniers trimestres, le PIB de la Russie devrait plonger en 2022 dans une récession (-3,4% après +4,7% en 2021).

Au Brésil, l'activité ralentit à 0,4% au troisième trimestre, après une progression de 1,1% au premier trimestre et 1,2% au deuxième trimestre. L'activité économique au troisième trimestre a été impactée par le ralentissement de l'économie mondiale et le niveau trop élevé du principal taux directeur. Sur l'ensemble de l'année, l'économie brésilienne devrait enregistrer une augmentation de 2,8% en 2022, contre 4,6% en 2021.

En Afrique subsaharienne, la reprise économique a connu un coup d'arrêt en 2022. Le PIB de la région devrait ralentir

fortement de plus de 1 point de pourcentage, à 3,6 % contre une hausse de 4,7% en 2021. Le ralentissement de l'économie mondiale, le resserrement des conditions financières, la hausse de l'inflation à l'échelle mondiale et le renchérissement des produits alimentaires et de l'énergie pénalisent la région.

Les PIB du Nigéria et de l'Afrique du Sud sont prévus respectivement en 2022 à +3,2% et +2,1% contre des hausses respectives de 3,6% et 4,9% en 2021.

Au niveau de la zone UEMOA, selon les prévisions effectuées par la BCEAO, l'activité économique, en glissement annuel, maintiendrait sa tendance haussière au quatrième trimestre 2022 (+5,8%), après une réalisation de +5,7% aux deuxième et troisième trimestres 2022. Les performances économiques des pays de l'UEMOA seraient tirées par la bonne tenue des services.

I.3. MARCHÉS DES PRODUITS EXPORTÉS ET DES CHANGES

Évolution contrastée des cours des matières premières

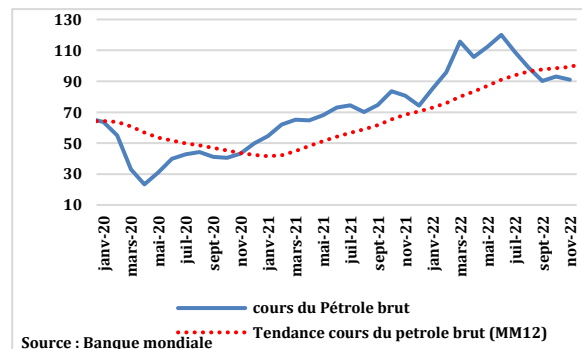
Dans un contexte international marqué par la menace d'une récession économique mondiale, les cours mensuels des principaux produits d'exportation et d'importation de la Côte d'Ivoire sont pour la plupart orientés à la baisse au troisième trimestre, en évolution mensuelle.

Ainsi, comparés au mois d'octobre 2022, les cours des principaux produits exportés ou importés par la Côte d'Ivoire en novembre présentent les évolutions suivantes :

- le cours en dollar du baril de **pétrole brut** baisse de 2,2% et s'établit à 91,07 au mois de novembre 2022. Cette évolution s'explique par les craintes d'une récession économique et le

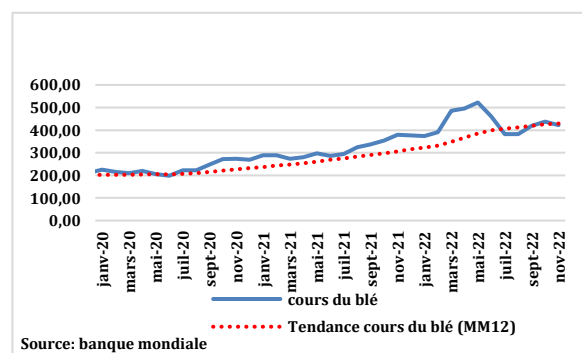
plafonnement du prix du brut russe envisagé par le G7. Le prix du baril reste plus élevé (+12,8%) en glissement annuel.

Graphique 4 : Évolution du cours du baril de pétrole brut en dollars us



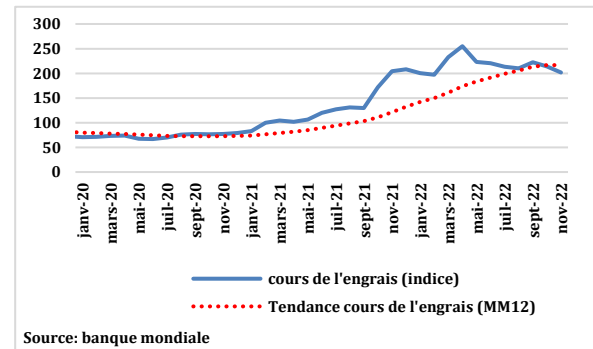
- le prix moyen du **cacao fèves** rebondit de 4,5% à 2 412 dollars US la tonne en novembre 2022 suite au désaccord entre les pays producteurs d'Afrique de l'Ouest et les grands industriels et multinationales du cacao et chocolat sur la mise en œuvre du Différentiel de Revenu Décent.
- le cours du **blé dur** recule de 3,5% après trois mois successifs de hausse (+0,1% en août, +9,5% en septembre et +4,5% en octobre 2022), les exportations via la mer Noire ayant repris après la décision du Kremlin de suspendre l'accord céréalier du 22 juillet 2022. Le blé se négocie à 422,68 dollars la tonne en novembre 2022 contre 437,95 dollars la tonne le mois précédent.

Graphique 5 : Évolution du cours du baril de pétrole brut en dollars par tonne



- le cours de **l'huile de palme**, affiche une reprise de 6,4% à 945,7 dollars la tonne en novembre 2022 après cinq mois de baisse en lien avec le retrait de la Russie de l'accord d'exploitation de la mer Noire et la diminution de l'offre des deux principaux pays producteurs (Indonésie et Malaisie) touchés par des inondations, perturbant ainsi les approvisionnements.
- Le cours du **caoutchouc** fléchit de 1,4% pour s'afficher à 1,27 dollars le kilogramme contre 1,29 dollars le kilogramme le mois précédent. Cette baisse est imputable à l'assouplissement des restrictions liées à la Covid-19 du premier consommateur mondial, la Chine.
- Le prix de l'**or** progresse de 3,6% sur un mois, pour s'échanger à 1725,07 dollars US l'once troy, après deux mois consécutifs de baisse (-4,7% en septembre et -1% en octobre 2022) dans un contexte de faillite de son concurrent digital FTX.
- En novembre 2022, le prix du **coton** se redresse (+1,3%) en un mois pour atteindre 222,5 cents US le kilogramme, mettant ainsi fin à plusieurs séquences de baisse depuis mai 2022. Ce regain est soutenu par un dollar plus faible et de meilleures perspectives de la demande en Chine.
- En novembre 2022, le décrochage du prix des **engrais** se poursuit, accentué par la pression accrue des Nations Unies sur la Russie pour reprendre les exportations d'ammoniac vers l'UE. L'indice mensuel des prix des engrais régresse de 5,8% (201,83 US dollars la tonne) sur un mois contre 3,7% en octobre 2022.

Graphique 6 : Évolution de l'indice du cours de l'engrais



- le prix moyen du **riz thaïlandais** augmente de 2,1% à 440 US dollars la tonne en novembre 2022, soit une hausse mensuelle de 2,1% après un recul sur un mois de 1,8% en octobre 2022. Cette hausse est à mettre au profit des nouveaux accords entre les négociants sur les exportations.

Comparés à leurs niveaux du mois de novembre 2021, les prix des principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire affichent une évolution mitigée en novembre 2022. Les prix du maïs (+29,0%), du pétrole brut (+12,8%), du blé dur (+11,4%), du riz (+10%) et du cacao (+0,8%) sont en hausse en novembre 2022, tandis que ceux de l'huile de palme (-29,5%), du caoutchouc (-27,2%), du coton (-20,2), du café robusta (-15,4%), de l'or (-5,3%), du sucre (-4,8%) et des engrais (-1,3%) chutent.

En moyenne, sur les onze (11) premiers mois de l'année 2022, les cours de la plupart des principaux produits de base sont en hausse par rapport à leurs niveaux de la même période de 2021, à l'exception des prix du riz (-6,4%), du caoutchouc (-6,8%) et du cacao (-2,0%) qui reculent. Ainsi, les prix moyens des engrais (+73,5%), du gasoil (+81,6%), du blé dur (+40,1%), du pétrole brut (+44,9%), du coton (+33,3%),

du café robusta (+19,2%), de l'huile de palme raffinée (+16,9%), du maïs (+23,6%) et du sucre (+5,1%) progressent.

Evolution contrastée de l'euro face aux principales monnaies

En novembre 2022, l'euro s'apprécie sur le **marché des changes**, en évolution mensuelle, face aux principales devises, aidé par la forte baisse des prix du gaz naturel entraînant une amélioration des termes de l'échange relatifs de la zone euro. Ainsi, la devise européenne s'apprécie face au dollar US (+3,8%), au dollar canadien (+1,7%), au yen (+0,3%), au rand sud-africain (+0,1%), au yuan renminbi (+3,5%) et au rouble russe (+4,4%). En revanche, la monnaie européenne se déprécie par rapport à la livre sterling (-0,2%).

En moyenne sur les onze premiers mois de l'année 2022 et comparé à la même période de 2021, l'euro faiblit par rapport au dollar canadien (-10,0%), au rouble (-16,4%), au dollar US (-11,4%), au yuan renminbi (-8,1%), au rand sud-africain (-1,9%) et à la livre sterling (-1,2%). Toutefois, il s'apprécie par rapport au yen japonais (+5,9%).

II. CONJONCTURE NATIONALE

Les valeurs sont en FCFA, sauf indications contraires

L'activité économique nationale continue d'être marquée par la persistance des pressions inflationnistes consécutive à la guerre en Ukraine et de la pandémie de la Covid-19. Elle est également pénalisée par des difficultés d'approvisionnement en bétail et produits maraichers du fait de l'insécurité dans le sahel ainsi qu'une insuffisance de l'offre locale de produits vivriers.

Toutefois, la confiance des chefs d'entreprises se maintient quant à l'évolution favorable de la conjoncture économique avec un indicateur du climat des affaires se situant à 102,0, au-dessus de sa tendance de longue période.

Aussi, en vue de ralentir les effets de la persistance des pressions inflationnistes, le Gouvernement continue de renforcer les mesures de lutte contre la cherté de la vie.

Ces mesures portent, notamment, sur :

- ✓ le plafonnement des prix des produits de grandes consommations,
- ✓ l'interdiction d'exportation de produits vivriers de grande consommation sauf autorisation,
- ✓ la subvention partielle des prix des produits pétroliers,
- ✓ l'exonération des droits et taxes sur les importations de blé ;
- ✓ la revalorisation salariale des fonctionnaires au mois de septembre 2022.
- ✓ le relèvement du SMIG fixé en décembre 2022 à 75 000 contre 60 000 auparavant.

Par ailleurs, 250,3 milliards ont été décaissés sur les neufs premiers mois de

l'année dans le cadre de l'exécution du deuxième Programme Social du Gouvernement (PS Gouv 2), qui vise à garantir une amélioration des conditions de vie des populations. Outre l'intégration de 10 300 enseignants à la fonction publique, ce montant a permis de distribuer des kits d'accouchement et de césarienne à des femmes enceintes, de vacciner les enfants de 0 à 11 mois contre la rougeole et la rubéole, de réhabiliter des pompes à motricité humaine ainsi que l'extension de l'électrification à plusieurs localités dans les zones de fragilité du Nord du pays. Au dernier trimestre de l'année 2022, les actions du PS-Gouv 2 ont porté notamment sur l'accélération de l'accès aux soins dans le cadre de la Couverture Maladie Universelle, l'entretien des pistes rurales, le programme Electricité Pour Tous et l'accès à l'eau potable.

II.1. SECTEUR RÉEL

L'activité économique est caractérisée par le dynamisme du secteur tertiaire porté par la bonne tenue du commerce de détail, des transports et des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), et à un degré moindre de la production industrielle.

Dans le secteur primaire, l'agriculture d'exportation enregistre une évolution contrastée, alors que les prévisions de production vivrière tablent sur un rebond de la production. Les prix à la consommation, en glissement annuel, continuent de progresser et les créations nettes d'emplois sont en repli sur les dix premiers mois de l'année 2022, comparées à la même période de 2021.

II.1.a. Secteur primaire

Au terme des dix (10) premiers mois de l'année 2022, le secteur primaire est marqué par une évolution mitigée de l'agriculture industrielle et d'exportation. En effet, les productions de noix de cajou (+5,8%), de café (+95,4% à fin septembre), de sucre (+20,7% à fin septembre) et de caoutchouc (+18,9% à fin septembre) progressent tandis que celles de banane dessert (-10,5%), de cacao fèves (-4,6% à fin septembre), de coton graine (-4,7%) et de régime de palme (-6,5% à fin septembre) baissent.

Concernant le **café**, la production cumulée sur les trois premiers trimestres de l'année en cours est de 92 594,9 tonnes en hausse de 95,4 %. Au cours de cette période, le revenu brut cumulé des producteurs a atteint 64,816 milliards en progression de 148,7 % en raison notamment d'un prix d'achat bord champ de 700 FCFA/kg contre 550 FCFA/kg en 2021. En outre, grâce à une subvention de 5 milliards, le prix bord champ de la campagne 2022-2023 a été fixé à 750 FCFA/kg, soit 50 FCFA de plus que la campagne précédente.

La production de **noix de cajou** progresse de 5,8% bénéficiant de l'amélioration des rendements associée aux bonnes pratiques culturales. Pour améliorer le taux de transformation, le Gouvernement a décidé d'accorder des avantages douaniers, fiscaux et parafiscaux aux unités de transformation. Il s'est également engagé dans la création de zones agro-industrielles à Bouaké (centre), Korhogo (nord), Bondoukou (est) et Séguéla (nord-ouest) à travers le Projet de Promotion de la Compétitivité de la Chaîne de valeur de l'Anacarde (PPCA).

Concernant **l'hévéa**, la production de caoutchouc à fin septembre 2022 s'est située à 919 572,9 tonnes, en hausse de 18,9

% comparativement à la période correspondante de 2021. Le secteur continue de bénéficier de rendements améliorés combinés à de bonnes pratiques agricoles. Le taux de première transformation devrait s'améliorer grâce à la création de nouvelles unités de transformation soutenues par des incitations fiscales gouvernementales.

Tableau 1 : Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	10 mois 2021	10 mois 2022	Variation (%)
Cacao*	1 188 171,4	1 133 277,6	-4,6
Café*	47 390,9	92 594,9	95,4
Régime de palme *	2 194 938,0	2 053 055,5	-6,5
Caoutchouc naturel sec *	773 429,3	919 572,9	18,9
Anacarde	968 676,0	1 024 441,0	5,8
Banane dessert	428 537,6	383 618,9	-10,5
Coton graine	421 382,8	401 551,0	-4,7
Sucre	101 296,5	122 242,0	20,7

Sources : DGE, OPA, MEMINADER
*Fin septembre

Au niveau du **cacao**, de fortes pluies ont affecté la récolte, le séchage et le stockage des fèves, entraînant des pertes de production. Ainsi, la production au terme du troisième trimestre 2022 est de 1 133 277,6 tonnes, en baisse de 4,6%. Le prix bord champ du kilogramme de cacao est fixé à 900 FCFA pour la campagne 2022/2023 contre 825 FCFA la campagne précédente. Cette hausse du prix bord champ en dépit du contexte économique mondial préoccupant et de la volatilité des prix sur le marché international, est rendue possible grâce à une subvention de 135 milliards consentie par le Gouvernement. Il a pour objectif d'améliorer le bien-être économique et social des producteurs.

Concernant le **coton graine**, la production

régresse de 4,7% en raison des conditions climatiques défavorables caractérisées par des périodes de sécheresse et une saison des pluies prolongée. Ainsi, pour la campagne 2021-2022, qui s'est étendue de décembre 2021 à mai 2022, la production s'est située à 539 623 tonnes, soit un recul de 3,5 % par rapport à la campagne précédente. Pour juguler l'impact des fortes hausses des prix des intrants en lien avec la crise ukrainienne et préserver les revenus des producteurs, le Gouvernement a décidé d'accorder 29 milliards de subventions lors de la campagne 2022-2023. Le prix bord champ de cette campagne a été porté à 310 FCFA/kg contre 300 FCFA/kg à la campagne précédente.

La production de **banane dessert** s'est repliée de 10,5 %, affectée par la baisse des prix sur les marchés européens. Cependant, pour atténuer les effets de la chute des prix internationaux, la filière a opté pour le développement des marchés nationaux et régionaux et la transformation d'une partie de la production.

La production de **régime de palme** a reculé de 6,5 % en lien avec le coût élevé des intrants et le déplacement de la main d'œuvre vers d'autres cultures plus rentables. Pour assurer la pérennité du secteur dans le cadre du Projet d'Assistance d'Urgence au Secteur de l'Hévéa et du Palmier à Huile de Côte d'Ivoire (PUA. -HP), le Conseil de l'Hévéa et du Palmier à Huile (CHPH) a débuté la distribution des engrais à des bénéficiaires sélectionnés dans différentes zones de production.

II.1.b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire enregistre en moyenne sur les neuf premiers mois de 2022 une orientation favorable de la production industrielle et du BTP.

Cependant, au mois de septembre 2022, le rythme de progression en glissement annuel de l'IHPI baisse de 1,5%, tandis que l'indicateur avancé du BTP progresse de 24,1%.

✓ *Recul de l'activité industrielle au mois de septembre 2022.*

L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) enregistre en glissement annuel un recul de son rythme de progression au mois de septembre 2022 (-1,5%) et au mois de juillet (-2,4%) après de bonnes performances au premier semestre 2022. La baisse de l'IHPI au mois de septembre découle du recul des « industries manufacturières » (-3,3% en septembre contre +7,5% en août 2022), des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (-0,4% en septembre contre +3,6% en août) et des « industries environnementales » (-0,5% en septembre après +0,0% en août). Ces évolutions moroses sont contrebalancées par une accélération au niveau des « industries extractives » (+9,6% en septembre après +6,7% en août).

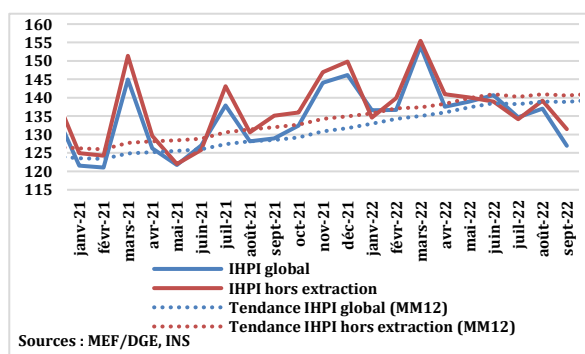
Au niveau des « industries manufacturières », l'orientation défavorable du mois de septembre s'explique principalement par le repli des divisions « fabrication de produits alimentaires » (-10,4% au mois de septembre après +7,5% le mois précédent), « métallurgie » (-17,7% en septembre contre -12,7% en août), « fabrication de meubles et matelas » (-48,1% en septembre après -42,6% en août) et « autres industries manufacturières » (-31,1% au mois de septembre contre +3,5% en août).

En revanche, les divisions « raffinage pétrolier et cokéfaction » (+33,5% au mois de septembre après +36,9% au mois d'août), « travail du caoutchouc et du plastique » (+6,2% en septembre après

+11,3% en août), « fabrication de matériaux minéraux » (+6,4% en septembre après +10,0% en août), « fabrication d'ouvrages en métaux » (+23,1% en septembre après +29,7% en août) ralentissent mais gardent un bon rythme de progression.

Dans les divisions « fabrication de produits à base de tabac » (+13,8% en septembre contre +8,2% en août), « fabrication de produits chimiques » (+7,8% en septembre contre +3,8% au mois d'août), une accélération est enregistrée.

Graphique 7 : Indice de la production industrielle



Dans les « industries extractives », l'accélération en rythme annuel enregistrée provient de la division « extraction d'hydrocarbures » (+22,3% en septembre après -4,3% le mois précédent) amoindrie par la décélération de la division « extraction de minerais métalliques » (+4,1% en septembre contre +10,4% en août).

En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année, l'IHPI s'accroît de 7,4% stimulé par la hausse des productions en volume des « industries extractives » (+11,3%), des « industries manufacturières » (+5,8%) et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+6,0%) qui progressent tandis que celle des « industries environnementales » (-0,6%) recule.

La hausse de la production en volume dans les « industries extractives » découle de

celle des divisions « extraction d'hydrocarbures » (+9,1%), « extraction de minerais métalliques » (+10,7%), et « autres activités extractives » (+43,4%). Dans la division « extraction d'hydrocarbures », à fin octobre, les productions de pétrole brut et de gaz naturel s'accroissent respectivement de 9,5% et 7,8%. La production de pétrole brut bénéficie d'une meilleure gestion des puits et la production de gaz naturel profite du dynamisme de la production d'électricité de source thermique.

S'agissant de la division « extraction de minerais métalliques », à fin octobre 2022, la production d'or progresse (+13,2%) tandis que les productions de nickel (-6,9%) et de manganèse (-22,6%) reculent. La production de nickel avait enregistré une baisse d'environ 95% durant les mois d'août et de septembre 2022 avant une reprise au mois d'octobre en raison de mauvaises conditions climatiques sur le site d'extraction. La production de manganèse pâtit de l'arrêt de la production d'une des mines depuis le mois d'octobre 2021.

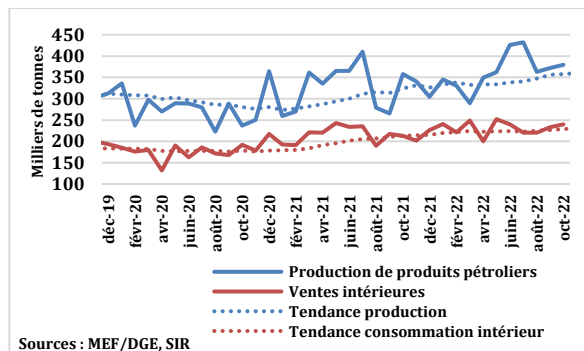
Dans la division « autres activités extractives », la production de diamant régresse de 11,5%. En dépit de ce recul, la production de diamant se régularise depuis le mois d'avril 2022 après avoir été quasiment à l'arrêt entre août 2021 et mars 2022 en raison de l'épuisement des sites d'extraction exploitables par les méthodes artisanales utilisées. Les efforts de la SODEMI pour la recherche de nouveaux sites ont permis la reprise de la production.

En ce qui concerne les « industries manufacturières », la hausse de la production en volume provient principalement de la progression des divisions « fabrication de produits alimentaires » (+9,4%), « activités de

fabrication textile » (+10,9%), « raffinage pétrolier, cokéfaction » (+14,7%), « fabrication de produits chimiques » (+15,1%), « fabrication de matériaux minéraux » (+7,5%), « métallurgie » (+10,2%), « fabrication d'ouvrages en métaux » (+22,1%), « fabrication de meubles et matelas » (+6,3%) et « autres industries manufacturières » (+14,5%). Cette évolution favorable a été atténuée notamment par la baisse dans les divisions « fabrication de boissons » (-31,6%), « travail du caoutchouc et du plastique » (-3,9%) et « réparation et installation de machines et d'équipements professionnels » (-22,4%).

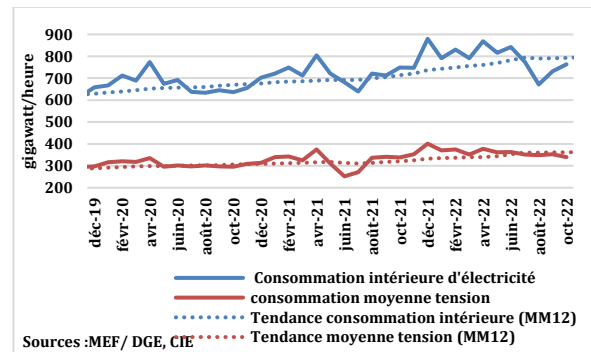
Dans la division « raffinage pétrolier et cokéfaction », la production de **produits pétroliers** s'accroît de 11,7% portée par la hausse de la consommation intérieure (+7,5%) et des exportations (+28,5%).

Graphique 8 : Production et vente de produits pétroliers



Au niveau des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau », la production **d'électricité** connaît une augmentation de 6,2% en raison de la hausse de la production de source thermique (+9,6%) et de celle de source hydraulique (+5,2%). La production de source hydraulique se renforce en raison de l'amélioration de la pluviométrie après avoir été en repli de janvier à avril 2022.

Graphique 9 : Evolution de la consommation d'électricité



✓ Progression de l'indicateur avancé des BTP.

Au niveau du Bâtiment et Travaux Publics (BTP), la progression en rythme annuel de l'indicateur avancé au mois de septembre se situe à 24,1%. En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année, l'indicateur du BTP s'accroît de 21,2% porté par la hausse de la consommation de « ciment » (+9,8%), de « bitume » (+35,1%), de « béton » (+33,3%), de « gravier » (+45,8%) et de « sable » (+28,6%). Par contre, les consommations de « tôles et bacs » (-39,5%) et de « câbles et fils électriques » (-17,7%) sont en repli. Le BTP bénéficie de l'accélération de l'exécution des chantiers d'infrastructures publiques en vue de l'embellissement de la ville d'Abidjan, de l'amélioration de la fluidité routière et de l'accueil de la Coupe d'Afrique des Nations prévue en janvier 2024. Il s'agit, notamment de : (i) la construction du quatrième pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon et du Plateau, (ii) la construction du cinquième pont reliant les communes de Cocody et du Plateau, (iii) la construction de la tour F de la cité administrative du Plateau, (iv) l'aménagement de la baie de Cocody, (v) la construction du parc des expositions d'Abidjan, (vi) le prolongement de l'autoroute du nord entre Yamoussoukro-Tiébissou-Bouaké, (vii) la construction des échangeurs de l'Indénié, du carrefour SOLIBRA, du carrefour MACACI, du rond-

point de la mairie d'Abobo, de N'Dotr  et de Gesco (viii) la réhabilitation de la côtière entre Abidjan et San Pedro, (ix) la réalisation de l'autoroute de contournement de la ville d'Abidjan (Y4), et (x) la construction et la réhabilitation des stades et des infrastructures devant accueillir la prochaine Coupe d'Afrique des Nations.

II.1.c. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire évolue favorablement, grâce à la bonne tenue du commerce de détail, des transports et des activités des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

✓ *Hausse continue des ventes dans le commerce de détail*

Au mois d'octobre 2022, le commerce de détail poursuit son dynamisme observé depuis le début de l'année en cours, en glissement annuel. En effet, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail s'accroît de 9,7% après 14,5% en septembre et 15,7% en août 2022. Cette hausse provient de l'ensemble des branches à savoir les « produits de l'alimentation » (+12,4%), les « produits pétroliers » (+8,7%), les « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+5,5%), les « produits d'équipement du logement » (+30,8%), les « articles d'équipement de la personne » (+19,5%) et les « produits divers » (+2,0%).

Le chiffre d'affaires des « produits pétroliers » tire profit de la hausse de 26,0% du prix à la pompe du carburant super et de 6,5% de celui du g soil.

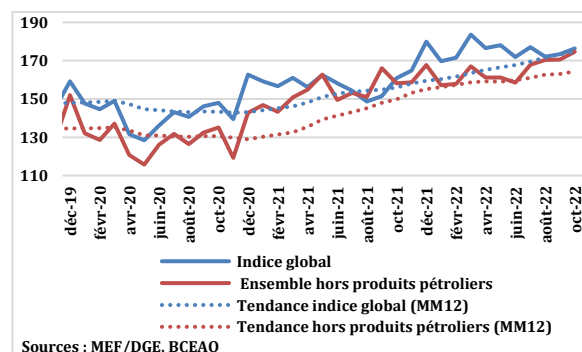
Les ventes de « produits de l'alimentation » retrouvent leur vigueur au mois d'octobre (+12,4%) après avoir fléchi de 1,0% au mois de septembre 2022.

La progression de la branche « produits d'équipement du logement » résulte de l'accroissement des ventes des « matériaux de construction, quincaillerie, peinture, verres et articles de verres » (+39,2%) en dépit de la contraction de celles du poste « ameublement, équipement et produits ménagers » (-9,2%).

L'indice du chiffre d'affaires de la branche « véhicules automobiles, motocycles, pièces détachées » bénéficie de la bonne vente des véhicules automobiles neufs » (+17,4%) et des « pièces et accessoires de véhicules automobiles et motocycles neufs » (+3,3%) en dépit d'un repli des ventes de « motocycles neufs » (-37,1%).

La branche « produits pharmaceutiques et cosmétiques » est tirée par la bonne tenue des ventes de « produits pharmaceutiques et médicaux » (+7,5%).

Graphique 10 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Au terme des **dix premiers mois de l'année 2022** et comparativement à la période correspondante de 2021, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail se bonifie de 11,6% en lien avec les hausses des indices des « produits de pétroliers » (+18,2%), des « produits de l'alimentation » (+9,6%), des « articles d'équipement de la personne » (+7,2%), des « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+5,0%), des « produits d'équipement du logement » (+11,0%) et des « produits divers » (+14,4%).  

contrario les ventes de « produits pharmaceutiques et cosmétiques » (-3,1%) se contractent.

✓ **Bonne dynamique dans le transport**

Au mois de novembre, tous les secteurs du transport affichent une évolution favorable à l'exception du transport ferroviaire qui continue de reculer.

Depuis le début de l'année 2022, le nombre de passagers dans le **transport aérien** connaît une hausse continue en rythme annuel. Au **mois de novembre 2022**, il progresse de 21,2% après +21,4% le mois précédent et +14,8% en septembre 2022. Cette évolution provient de la croissance soutenue du nombre de passagers commerciaux (+20,6% après +21,5% en octobre et +16,0% en septembre 2022) et de l'accélération du nombre de passagers en transit (+27,4% après +14,5% en octobre et +8,2% en septembre 2022).

L'augmentation du nombre de passagers commerciaux est attribuable à la fois au trafic avec l'Europe (+14,9%), la CEDEAO (+22,5%), le reste de l'Afrique (+47,9%) et le reste du monde (+10,2%). À contrario le trafic national se contracte de 22,2%.

Au terme des **onze premiers mois de l'année**, et comparativement à la période correspondante de 2021, le nombre total de passagers s'accroît de 28,3% porté par les augmentations du nombre de passagers commerciaux (+28,6%) et du nombre de passagers en transit (+27,4%). En dépit de cette belle performance, le nombre de passagers reste inférieur à son niveau d'avant Covid. En effet, il se contracte de 8,5% par rapport à la période correspondante de 2019.

Au **mois d'octobre 2022**, le **transport maritime** progresse de 6,9% après une contraction de 5,9% enregistrée le mois

précédent. Cette évolution résulte du regain du trafic global de marchandises au Port d'Abidjan (+10,1% après -9,5% au mois de septembre) et de la contraction des activités au Port de San Pedro (-10,5% après une hausse de 15,5% le mois précédent). Cette bonne tenue du trafic global est portée par le trafic national (+10,1%) et le transit (+0,3%) et amoindrie par les activités de transbordement (-52,7%). Le redressement du transit (+0,3% après -32,2% en septembre) est dû essentiellement au dynamisme des échanges avec le Mali (+77,5%) en dépit d'un recul de ceux avec le Burkina Faso (-18,0%).

Au terme des **dix premiers mois** de l'année, et comparativement à la période correspondante de 2021, le trafic global de marchandises par voie maritime augmente modérément de 1,1% du fait de la hausse du trafic au port d'Abidjan (+1,9%) et de la contraction de celui au port de San Pedro (-2,6%).

Le **transport routier global** progresserait sur les dix premiers mois de l'année 2022, au regard de l'accroissement de 8,7% de la consommation en volume des carburants « gasoil » et « super » comparativement à la même période de 2021.

Le **transport ferroviaire** de marchandises poursuit sa baisse amorcée depuis le début de l'année du fait de la contraction des échanges avec le Burkina Faso et de l'absence du trafic intérieur depuis novembre 2021, en raison de l'arrêt de la production de manganèse dans la mine de Lagonkaha. Le trafic ferroviaire intérieur repose sur le transport de ce minerai.

Au mois d'octobre, le trafic de marchandises par voie ferroviaire se contracte de 19,5% en glissement annuel en lien avec le repli de 18,3% des échanges avec le Burkina Faso. Par ailleurs, sur les **dix premiers mois de**

l'année 2022 et comparativement à la période correspondante de 2021, le trafic ferroviaire recule de 11,1%.

✓ *Dynamisme continu dans les TIC*

Le secteur des télécommunications conserve son dynamisme enregistré depuis le début de l'année.

Au **mois de septembre 2022**, le trafic voix s'accélère pour afficher une hausse de 16,8% en glissement annuel après celles de 9,6% en août et 8,8% au mois de juillet 2022. Le trafic internet poursuit sa croissance soutenue et progresse de 41,8% après 40,1% le mois précédent. Le trafic SMS demeure également bien orienté (+4,1%) malgré une décélération (+6,9%) au mois d'août 2022.

En cumul sur les neuf premiers mois de l'année 2022, et comparativement à la période correspondante de 2021, le chiffre d'affaires total des télécommunications progresse de 2,3% en lien avec la vitalité de l'ensemble des services à savoir le trafic voix (+9,7%), le trafic SMS (+3,6%) et le trafic internet (+44,1%).

II.1.d. Prix à la consommation

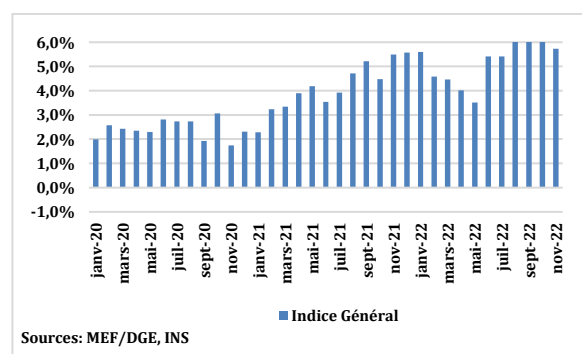
La progression des prix à la consommation s'est poursuivie au mois de novembre 2022, mais en décélération par rapport aux trois derniers mois. L'indice global retombe ainsi à 5,7% après avoir atteint un pic à 6,3% en septembre et une stagnation entre juin et juillet 2022. Ce niveau de prix reste toutefois élevé malgré le ralentissement enregistré. Le déficit d'offre locale de production agricole au cours de la campagne 2021/2022 et de l'accentuation des risques sécuritaires des pays limitrophes continuent d'affecter l'approvisionnement normal des marchés

en produits vivriers amplifiant ainsi la pression sur les prix. Face à ces tensions inflationnistes, le Gouvernement continue de renforcer les mesures de plafonnement des prix et marges des produits de grande consommation. A cet effet, un nouvel arrêté interministériel vient d'être signé le 16 novembre 2022. Ces mesures de plafonnement des prix des produits s'appliquent tant à la production qu'à la distribution.

✓ *Décélération de l'indice des prix à la consommation*

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), en glissement annuel, a décéléré à 5,7% au mois de novembre 2022 après une réalisation de 6,2% au mois d'octobre et un pic de 6,3% en septembre et une stagnation à 5,4% aux mois de juillet et juin 2022. Ce ralentissement de l'inflation est imputable à la décélération des prix des produits comestibles (+8,2% après +9,3% en octobre 2022) et de ceux des produits non comestibles (+4,5% après +4,6% en octobre 2022).

Graphique 11 : Evolution de la dynamique de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel

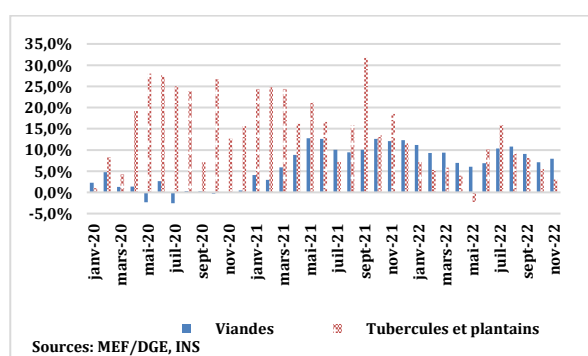


Les groupes de produits qui soutiennent cette décélération des prix au niveau de la composante « produits comestibles » sont, notamment, des « poissons » (+6,7% après +9,6% le mois précédent), les « produits laitiers » (+18,6% après +21,1% le mois précédent), les « légumes frais » (+4,2%

après +8,9% au mois précédent) et les « tubercules et plantains » (+3,0% après +5,5% au mois précédent).

En revanche, une accentuation des prix des fruits (+19,9% contre +11,4% au mois d'octobre 2022), des « céréales non transformées » (+6,1% après +5,8% au mois d'octobre 2022), des « viandes » (+7,9% après +7,1% au mois d'octobre 2022) et des fruits (+11,4% après +19,9% au mois d'octobre 2022) est notée.

Graphique 12 : Evolution des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel

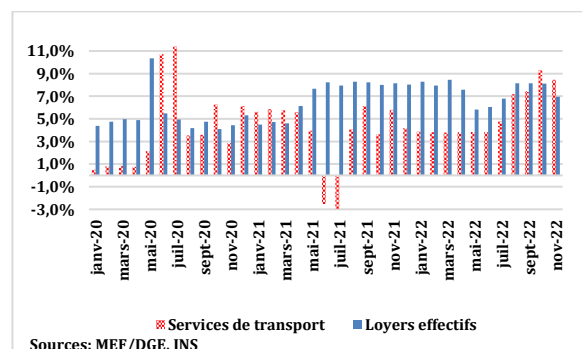


Concernant la composante « produits non comestibles », la décélération de sa progression est principalement portée par le ralentissement des prix des « loyers effectifs » (+7,0% après +8,1% en octobre 2022), des « entretien et réparation des logements » (+12,9% après +13,5% en octobre 2022), des « produits, appareils et matériels médicaux » (+0,9% après +2,0% en octobre 2022), des services de transports (+8,4% après +9,3% en octobre) et des dépenses d'utilisation de véhicules (+14,1% après +15,7% en octobre).

En revanche, les prix des « meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (+3,1% contre +1,8% au mois d'octobre), des « outillage et autre matériel pour la maison et le jardin » (+4,4% contre +4,0% au mois d'octobre), des « verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage » (+0,7% contre +0,2% au mois

d'octobre), des « services d'hébergement » (+1,8% contre -22,4% au mois d'octobre) font observer des accélérations de prix.

Graphique 13 : Evolution des prix de quelques services en glissement annuel



En moyenne, sur les onze (11) premiers mois de l'année, l'Indice général s'accroît de 5,2% en glissement annuel, sous l'effet d'une hausse combinée des prix des produits comestibles de 8,8% et des prix des produits non comestibles de 3,4%.

L'accroissement des prix des produits comestibles est tiré essentiellement par les prix des « huiles et graisses » (+12,5%), des « fruits » (+10,6%), des « viandes » (+8,6%), des « légumes frais » (+8,3%), des « poissons » (+7,7%), des « tubercules et plantains » (+6,6%) ainsi que des « céréales non transformées » (+5,7%).

S'agissant des prix des produits non comestibles, l'accroissement de prix provient principalement du relèvement des prix des « dépenses d'utilisation des véhicules » (+9,2%), des « services de transport » (+5,5%), des « loyers effectifs » (+7,5%) et des « services de restauration » (+4,8%).

II.1.e. Prix dans la production industrielle

Les prix dans la production industrielle poursuivent leur décélération amorcée en avril 2022, en dépit d'un rebond à 14,4% enregistré au mois de juin 2022. En effet, l'Indice des Prix dans la Production

Industrielle (IPPI) affiche une progression de 9,5%, en glissement annuel, après 11,2% et 12,1% respectivement aux mois d'août et juillet 2022. Cette évolution des prix de la production dans l'industrie est attribuable aux ralentissements du rythme de progression des prix de production des industries manufacturières (+11,6% contre +12,0% en août 2022), ainsi que de ceux du secteur extractif (+7,6% contre +12,9% en août 2022). Dans les « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » et les « industries environnementales », les prix de production restent inchangés comme au mois précédent.

Au niveau des « industries manufacturières », le rythme de croissance des prix à la production connaît un relâchement du fait des « industries textiles et d'habillement » (+3,1% après +3,7% en août 2022), des « industries de transformation de produits pétroliers » (+52,7% après +65,4% en août 2022), des « industries chimiques, pharmaceutiques, du caoutchouc et du plastique » (+6,8% après +9,3% en août 2022). A contrario, les prix des « industries agroalimentaires » (+7,9% après +7,6% en août 2022), des « industries du bois » (+36,5% après +31,5% en août 2022), des « industries du papier et du carton, imprimerie et reproduction d'enregistrement » (+14,4% après -18,1% en août 2022), des « industries électroniques, informatiques, électriques et de machines » (+17,9% après +13,1% en août 2022), des « industries de matériaux minéraux » (+7,0% après +5,0% en août 2022) se renforcent en lien avec la poursuite de la flambée des cours mondiaux de certains intrants et des denrées alimentaires de base.

Aux termes des **neuf (9) premiers mois** de l'année, les prix moyens de production

industrielle croissent de 13,3% en lien avec des augmentations conjointes des prix de production des industries extractives (+15,6%) et manufacturières (+14,0%). En revanche, ceux des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » et des « industries environnementales », se maintiennent à leur niveau de 2021.

II.1.f. Emplois

À fin octobre 2022, le nombre de salariés en emploi formel s'élève à 1 288 445 contre 1 227 172 à fin décembre 2021, soit une création nette de 61 273 emplois depuis le début de l'année dont 78,2% dans le secteur privé. Le nombre d'emplois nets créés baisse de 14,2% par rapport à la période correspondante de 2021 qui avait enregistré 71 440 emplois nets.

Dans le secteur privé, le nombre d'emplois nets créés à fin octobre 2022 s'élève à 47 908 contre 55 640 à la période correspondante de 2021. Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois sont le commerce (37,4%), les BTP (19,2%) et les industries manufacturières (12,0%). Dans le secteur public, les créations nettes d'emplois sur la période sous revue se chiffrent à 13 365 contre 15 800 à la même période de 2021.

II.2. FINANCES PUBLIQUES

A fin octobre 2022, la situation des finances publiques a été marquée par une augmentation des recettes totales et dons, ainsi que des dépenses totales et prêts nets respectivement de 168,2 milliards (+3,3%) et de 822,9 milliards (+13,6%) comparés à leurs niveaux de la période correspondante en 2021. Ainsi, le solde budgétaire ressort déficitaire de 1 663,1 milliards, contre 1 008,4 milliards réalisé un an plus tôt.

II.2.a. Recettes totales et dons

Les recettes totales et dons se situent à 5 194,8 milliards à fin octobre 2022, en augmentation de 168,2 milliards comparés à la même période de 2021. Cette évolution favorable provient essentiellement des recettes fiscales (y compris les recettes affectées et parafiscalité) et des dons.

□ Recettes fiscales en hausse

Les recettes fiscales (y/c recettes affectées et parafiscalité) s'accroissent de 155,7 milliards (+3,7%) pour ressortir à 4 388,5 milliards. Cette embellie est essentiellement en lien avec la bonne performance de la fiscalité intérieure qui s'affiche à 2 506,4 milliards en progression de 12,8%, grâce notamment à la hausse du BIC hors pétrole (+96,9 milliards), de l'impôt sur les revenus et salaires (+59,8 milliards), de la TVA (+23,3 milliards), de l'impôt sur les revenus et capitaux mobiliers (+19,2 milliards) et des taxes Ad valorem (+18,0 milliards). Quant à la fiscalité de porte, elle se contracte de 151,1 milliards, en raison de la baisse des taxes sur les produits pétroliers (-343,0 milliards). Par contre, les taxes hors produits pétroliers augmentent de 209,3 milliards.

□ Baisse du niveau de recouvrement des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales s'établissent à 675,6 milliards, en baisse de 48,1 milliards par rapport à fin octobre 2021 en lien essentiellement avec la contraction des autres recettes non fiscales (-69,6 milliards).

□ Forte hausse des dons

Le niveau des dons mobilisés se situe à 130,6 milliards contre 70,0 milliards à fin octobre 2021, en hausse de 60,6 milliards, porté par un Contrat de Désendettement et de Développement (CDD) d'un montant de 91,2 milliards.

II.2.b. Dépenses totales et prêts nets

A fin octobre 2022, les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 6 857,8 milliards, en accroissement de 822,9 milliards (+13,6%) par rapport à fin octobre 2021. Cette évolution est soutenue principalement par les augmentations enregistrées au niveau des dépenses d'investissement (+298,0 milliards ; +19,7%), des dépenses de fonctionnement (+220,8 milliards ; +20,3%) ainsi que des intérêts dus sur la dette publique (+160,2 milliards ; +24,8%).

Les éléments explicatifs des réalisations par rapport à fin octobre 2021 se déclinent comme suit :

- les dépenses d'investissement s'établissent à 1 807,2 milliards contre 1 509,2 milliards un an plus tôt impactées par l'accélération, entre autres, des travaux de construction des infrastructures sportives pour la CAN 2024 ainsi que de l'exécution des projets de construction, de réhabilitation et d'équipement des universités et infrastructures scolaires.
- les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 1 308,1 milliards contre 1 087,3 en lien avec les mesures d'atténuation des effets des crises sous-régionales et de la guerre en Ukraine à travers le soutien au secteur de l'électricité, de la boulangerie et du transport.
- les intérêts dus sur la dette publique ont été payés à hauteur de 805,4 milliards contre 645,2 milliards en octobre 2021.
- les dépenses de personnel s'élèvent à 1 657,1 milliards contre 1 549,0

milliards en lien avec l'augmentation du nombre de dossiers de premier mandatement des fonctionnaires et agents de l'Etat.

L'ampleur de la hausse des dépenses totales et prêts nets engendrée par les postes de dépense cités précédemment est atténuée par les reculs des subventions et autres transferts, ainsi que des dépenses de sécurité respectivement de 8,7 milliards (1,4%) et 3,2 milliards (2,5%).

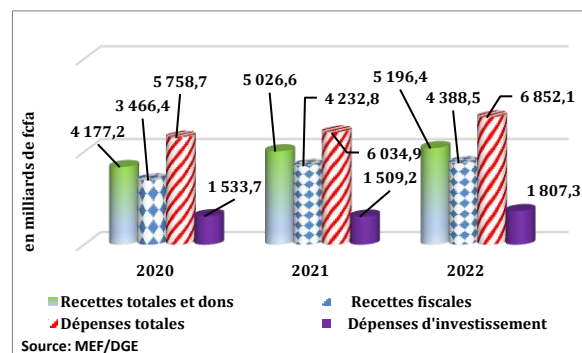
La baisse des subventions et autres transferts est attribuable à la réduction des dépenses de soutien à l'économie exécutées dans le cadre de la lutte contre l'impact de la pandémie à coronavirus.

Le repli des dépenses de sécurité traduit un retour à la tendance normale après les fortes dépenses exécutées en 2021, dans le cadre du renforcement du dispositif sécuritaire en 2021 pour la sécurisation des élections législatives tenues dans le courant du premier semestre 2021 et la lutte contre l'insécurité dans le nord du pays.

II.2.c. Financement

Afin de financer le déficit budgétaire de 1 663,1 milliards à fin octobre 2022 et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivée à échéance, le Gouvernement a eu recours aux marchés monétaires et financiers pour un montant total de 3 300,2 milliards. Ces émissions comprennent 772,2 milliards de bons du trésor, 1 322,8 milliards d'emprunts obligataires (dont 188,3 milliards au titre de conversion de titres publics) et 803,8 milliards d'obligations du trésor.

Graphique 14 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin octobre



II.3. COMMERCE EXTERIEUR

A fin novembre 2022, le solde commercial « Franco à bord (FAB) » « Coût Assurance, Fret (CAF) » demeure déficitaire et s'affiche à 655,2 milliards de FCFA après 634,4 milliards le mois précédent.

Sur les onze premiers mois de l'année 2021, il était excédentaire de 690,7 milliards. Cette situation provient d'une hausse en valeur des importations de 41,4%, en glissement annuel, largement supérieure à celle des exportations de 19,8%. Par ailleurs, les termes de l'échange se détériorent de 10,8% sous l'effet d'un accroissement des prix à l'export (+14,2%) plus faible que celle des prix à l'import (+28,1%).

II.3.a. Exportations

- ✓ **Hausse des exportations en valeur tirée principalement par les produits transformés et les produits miniers**

Les exportations sont soutenues par les ventes en valeur de produits transformés (+48,0%) et de produits miniers (+34,6%). Les produits qui soutiennent cette bonne orientation sont essentiellement les produits pétroliers autre que le pétrole brut (+117,7%), le cacao transformé (+18,2%), l'huile de palme (+71,3%), l'engrais (+234,6%), l'or brut (+24,2%), le pétrole brut (+70,7%), les « minerais, scories et cendres autres que manganèses » (+46,5%)

et le manganèse (+8,8%).

En ce qui concerne les exportations de produits primaires, elles sont en baisse de 4,2% en lien avec la chute des ventes de cacao fèves.

II.3.b. Importations

✓ *Dynamisme des importations en valeur porté par toutes les catégories de produits*

Les importations sont portées par l'accroissement des achats de biens de consommation (+40,0%), de biens intermédiaires (+50,7%) et de biens d'équipement (+30,7%). De façon spécifique, elles tirent avantage des achats de produits pétroliers autre que le pétrole brut (+163,7%), de riz (+40,8%), de matières plastiques et ouvrages en ces matières (+38,4%), de pétrole brut (+83,5%), de « fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » (+45,0%), de produits chimiques (+69,7%), de machines mécaniques (+23,8%), de machine électrique (+31,8%), et de matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme (+27,5%).

II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER

II.4.a. Situation monétaire

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO, au cours de sa réunion du 14 décembre 2022, a décidé de relever de 25 points de base ses taux directeurs, à compter du 16 décembre 2022. Ce relèvement de taux directeurs qui intervient après celui de juin et de septembre, porte le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offre d'injection de liquidité à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,50%.

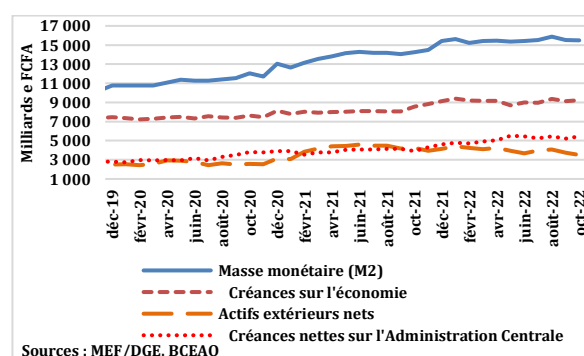
L'adoption de cette politique monétaire restrictive vise à contenir les pressions sur les prix à la consommation.

A fin octobre 2022, la masse monétaire au sens large, progresse de 8,7%, en rythme annuel, plus faiblement qu'à fin septembre 2022 (+10,4%). Cette décélération est attribuable à l'accentuation de la dégradation des actifs nets (-17,6% à fin octobre 2022 après -11,0% à fin septembre 2022) ainsi qu'au ralentissement des créances sur l'économie (+7,8% à fin octobre 2022 contre +13,2% à fin septembre 2022). Par contre, les encours des créances nettes sur l'administration centrale (+38,5% à fin octobre 2022 contre +25,4% à fin septembre 2022) se consolident.

La dégradation continue des actifs nets est en lien avec l'accentuation du déficit commercial hors biens exceptionnel (-634,4 milliards à fin octobre après -525,9 milliards le mois précédent).

Concernant les encours de créances intérieures, ils pâtissent des relèvements successifs des taux directeurs aux mois de juin et septembre 2022 pour juguler l'inflation. Malgré ce ralentissement, le rythme de progression des encours des créances intérieures reste soutenu.

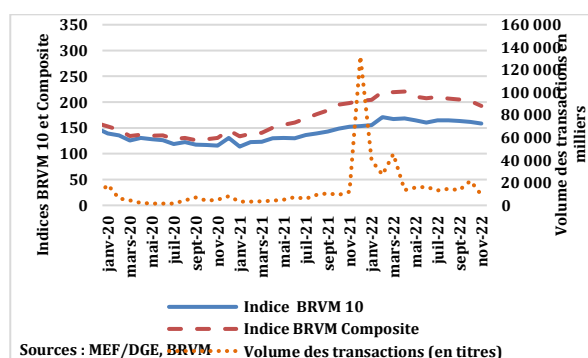
Graphique 15 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties



II.4.b. Marché boursier

Les indices de référence du marché boursier régional maintiennent leur tendance baissière observée sur les trois derniers mois. Ainsi, l'indice BRVM 10 se contracte de 1,7%, après des retraits respectifs de 1,4%, 0,5%, 0,2% aux mois d'octobre, septembre et août 2022. Quant à l'indice BRVM Composite, il fléchit fortement de 4,6% après des reculs de 1,7%, 0,7% et de 0,2% respectivement aux mois d'octobre, septembre et août 2022.

Graphique 16 : Évolution des principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



La décrie des indices boursiers est reflétée par les contreperformances enregistrées au niveau de la plupart des secteurs côtés. Dans le détail, il s'agit des transports (-26,8%), de l'industrie (-9,4%), de l'agriculture (-7,6%), et de la distribution (-5,3%).

S'agissant des transactions en volume et en valeurs, elles connaissent également une nette baisse respectivement de 57,1% et 73,9%. Par contre, le taux de rendement moyen du marché des actions s'améliore pour se fixer à 7,84% après s'être situé à 7,30% le mois précédent. Quant au marché des actions, il enregistre au mois de novembre 2022, un PER¹ moyen de 7,53 contre 8,07 au mois précédent.

Par ailleurs, la capitalisation boursière composite affiche un accroissement de

11,0%, marquant une préférence plus accrue pour le marché des obligations (+22,7%) au détriment de celui des actions (-2,8%).

En moyenne **sur les onze premiers mois de l'année 2022**, les indices BRVM 10 et BRVM Composite, se renforcent pour afficher des hausses respectives de 22,5% et 27,6% comparativement à la même période de 2021. Cette performance est tirée par l'ensemble des secteurs d'activités. L'agriculture (+82,8%), l'industrie (+58,7%) ainsi que la distribution (+38,9%) enregistrent les augmentations les plus importantes. En ce qui concerne la valeur des transactions, elle augmente de 10,1%.

En définitive, l'activité économique nationale est marquée par la persistance des tensions inflationnistes qui reste toutefois limitée comparativement à l'inflation mondiale, grâce aux mesures prises par le Gouvernement et des autorités monétaires en vue de lutter contre la cherté de la vie.

Au terme des onze (11) premiers mois de l'année, l'activité économique reste dynamique tirée par la vigueur du secteur tertiaire en dépit du recul du secteur secondaire. Concernant le secteur primaire, il connaît une évolution contrastée. Les échanges extérieurs, en commerce spécial hors biens exceptionnels enregistrent une dégradation du solde commercial hors bien exceptionnels, en lien avec la poursuite de la détérioration des termes de l'échange.

Dans l'ensemble, l'économie reste dynamique favorisée par la poursuite de l'exécution des projets d'infrastructures et des réformes prévus dans le PND 2021-2025 ainsi que d'un cadre macroéconomique solide.

¹ PER = Prix des actions / Dividende

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	Avril.-22	Mai.-22	Jun.-22	Juil.-22	Août.-22	Sept.-22	Oct.-22	Nov.-22	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	63,3%	65,2%	64,3%	46,4%	40,8%	20,9%	11,3%	12,8%	44,9%
Cours du cacao	3,7%	-1,9%	-1,9%	-3,8%	-6,5%	-10,1%	-10,1%	0,8%	-2,0%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-9,7%	-12,9%	-12,3%	-13,9%	-14,0%	-15,9%	-15,3%	-10,6%	-11,4%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao (données trimestrielles)			-25,8%			-2,4%			nc
Café (données trimestrielles)			69,0%			155,5%			nc
Coton	-14,9%	-55,6%							-4,7%
Anacarde	19,2%	15,4%	22,5%	-6,3%	166,0%	-100,0%			5,8%
Secondaire									
IHPI global	9,0%	14,1%	10,8%	-2,4%	6,9%	-1,5%	nd		nc
IHPI hors extraction	8,8%	14,8%	10,5%	-6,3%	6,6%	-2,7%	nd		nc
Industrie manufacturière	9,6%	13,4%	9,4%	-8,8%	7,5%	-3,3%	nd		nc
Electricité, gaz	5,6%	22,2%	16,8%	5,2%	3,6%	-0,4%	nd		nc
BTP	39,8%	35,3%	7,9%	18,8%	13,5%	24,1%	nd		nc
Production d'électricité	6,0%	25,0%	19,7%	5,5%	3,7%	-1,9%	4,7%		6,2%
Production de produits pétroliers	4,4%	-0,9%	16,7%	5,3%	30,2%	40,1%	6,2%		11,7%
Pétrole brut	5,4%	-11,4%	-2,1%	-6,8%	-8,4%	39,2%	7,4%		9,5%
Gaz naturel	7,1%	-2,2%	6,5%	0,8%	4,9%	7,6%	-0,2%		7,8%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	13,0%	9,5%	8,7%	14,8%	15,7%	14,5%	9,7%		11,6%
Trafic global maritime	6,1%	2,8%	-7,4%	-6,7%	4,2%	-5,9%	6,9%		1,1%
Passagers commerciaux aérien	36,8%	56,3%	32,0%	22,0%	12,4%	16,0%	21,5%	20,6%	28,6%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-8,2%	-11,6%	-16,6%	-14,0%	-17,4%	-5,5%	-19,5%		-11,1%
Echanges extérieurs									
Exportation en quantité	13,8%	16,2%	58,3%	-8,5%	4,1%	5,4%	20,5%	0,1%	6,2%
Importation en quantité	27,7%	-18,3%	12,0%	-44,4%	41,6%	14,7%	-20,4%	10,5%	0,4%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	15,6%	61,7%	57,8%	27,7%	10,2%	34,0%	29,7%	-12,6%	19,8%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	64,4%	21,8%	56,4%	-10,1%	84,0%	55,8%	24,2%	26,2%	41,4%
Solde commercial (en milliards CFA)	2,71	-22,80	-58,18	45,19	-426,21	-370,30	-108,46	-20,86	-655,22
Financement									
Masse Monétaire (M2)	11,8%	8,5%	8,0%	9,5%	12,0%	10,4%	8,7%		8,7%
Actifs Extérieurs Nets	-3,7%	-11,5%	-20,0%	-11,5%	-8,4%	-11,0%	-17,6%		-17,6%
Créances intérieures	20,4%	17,8%	19,1%	16,5%	21,4%	17,4%	17,5%		17,5%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	33,2%	36,6%	34,5%	28,6%	32,0%	25,4%	38,5%		38,5%
Créances sur l'économie	14,3%	8,4%	11,3%	10,4%	16,0%	13,2%	7,8%		7,8%
BRVM composite	46,5%	34,8%	29,7%	24,8%	17,3%	11,6%	3,6%	-2,9%	27,6%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	14,3%	-5,5%	8,4%	-0,1%	-9,5%	-2,0%	-11,2%		3,3%
Dépenses totales & Prêts nets	17,9%	-0,8%	-10,0%	27,2%	-20,9%	18,4%	46,5%		13,6%
Investissement public	134,7%	0,3%	-52,2%	125,8%	-77,3%	-0,4%	34,4%		19,7%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-229,77	-80,78	6,47	-291,92	-91,10	-133,77	-665,07		-1 663,1
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	4,0%	3,5%	5,4%	5,4%	6,2%	6,3%	6,2%	5,7%	5,2%
Indice des biens alimentaires	7,2%	5,0%	9,5%	8,7%	10,5%	10,5%	9,3%	8,2%	8,8%
IHPC hors biens alimentaires	2,4%	2,8%	3,3%	3,8%	4,0%	4,2%	4,6%	4,5%	3,4%
Emploi									
Salariés secteur formel	7,2%	7,8%	7,5%	5,9%	5,8%	5,4%	6,2%		6,2%
Salariés secteur formel privé	7,7%	8,5%	8,0%	6,3%	6,5%	6,0%	6,7%		6,7%

Source : MEF/DGE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

**DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES STATISTIQUES
ÉCONOMIQUES**

Plateau, Avenue Marchand, Immeuble SCIAM, 1er étage
04 BP 650 Abidjan 04 - Tél. (00225) 27 20 20 09 58 / 27 20 20 09 24 / 27 20 20 09 25
Email: sdc.dppse@dge.gouv.ci

Version du 30 janvier 2023